

# **BAMENDA PROVINCIAL EPISCOPAL CONFERENCE [BAPEC]**

**THE SECRETARIAT  
ARCHBISHOP'S HOUSE  
P.O. BOX 82, BAMENDA  
NORTH WEST REGION  
C A M E R O O N**

---

BAPEC/PRES/2017/28

04 Octobre 2017

## **DECLARATION DES EVEQUES DE LA CONFERENCE EPISCOPALE PROVINCIALE DE BAMENDA, A LA SUITE DES MANIFESTATIONS ET DU COUVRE-FEU IMPOSE AUX REGIONS DU NORD-OUEST ET DU SUD-OUEST, DU VENDREDI, 29 SEPTEMBRE AU LUNDI, 2 OCTOBRE 2017**

*“ Ah ! si en ce jour tu avais compris, toi aussi, le message de paix ! ”* (Luc 19 : 42)

1. Depuis vendredi 22 octobre 2017, et particulièrement de vendredi 29 septembre à minuit à lundi 2 octobre 2017 à minuit, les populations des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, régions que couvre la province ecclésiastique de Bamenda, a traversé des moments assez difficiles et cruciaux. Quoi que le danger ne soit pas encore totalement écarté, nous, les évêques de la Conférence Episcopale de la Province Ecclésiastique de Bamenda (BAPEC) trouvons que c'est notre devoir, investis comme pasteurs par Dieu, de faire une déclaration à ce moment précis, pour partager avec nos frères et sœurs, et les personnes de bonne volonté, ce que nous avons traversé jusqu'à cette date, et probablement contribuer à éviter le pire, qui pourrait survenir si notre voix qui est celle des sans voix, et d'autres voix animées de bonnes intentions, ne sont pas prises en compte par les autorités compétentes.

2. “ Une voix dans Rama s'est fait entendre, une plainte amère : c'est Rachel qui pleure ses enfants ; et elle ne veut pas qu'on la console, car ils ne sont plus. ” (Mt 2 : 18 ; cf. Jer 31 : 15). Cette lamentation du prophète Jérémie, est une fois de plus une réalité comme ce fut le cas avec l'assassinat brutal des Saints Innocents, en lieu et place de l'Enfant Jésus. De Bota dans le Fako à Ako dans le Donga Mantung, de Bakassi dans le Ndian à Menji dans le Lebialem, des familles pleurent leurs enfants, parce qu'ils ne sont plus. Depuis vendredi 29 septembre 2017, la plupart des villes et villages des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui coïncident avec la province ecclésiastique de Bamenda, ont connu plusieurs formes de violences et d'atrocités, qui ont résulté en perte de vie humaine. Les gémissements des mourants et les hurlements des blessés, font saigner nos cœurs de douleur. Depuis la semaine dernière, le soupir de ceux qui ont perdu des biens par pillage et incendie, les peines et anxiétés infligées aux familles et aux amis de ceux qui ont été enlevés ou des disparus, le traumatisme infligés aux jeunes et aux vieillards, par la peur dans une atmosphère de guerre, ont une fois de plus, laissé dans nos cœurs et mémoires des souvenirs atroces. Dans un premier temps, nous voulons exprimer aux familles éprouvées par la perte des personnes qui leur sont chères, nos profonds sentiments de regret et de sympathie. Nous prions pour le repos des âmes des défunts. Que le Seigneur ressuscité, les accueille dans son royaume. Nous sommes solidaires des blessés, et des

autres victimes, ceux arrêtés et incarcérés, des familles séparées des leurs ou déplacées. Puisse le Seigneur avec qui ils sont maintenant crucifiés, être leur consolation.

3. Dans l'évangile de Luc (19 : 41-42), on nous dit que lorsque Jésus s'approcha de Jérusalem, il pleura et dit " Ah ! si en ce jour tu avais compris, toi aussi, le message de paix !". Après les manifestations non violentes des avocats de la Common Law, la grève sur le tas des syndicats des enseignants en novembre 2016, nous les évêques de la Province Ecclésiastique de Bamenda, dans un appel du 6 décembre 2016, concernant la grève sur le tas, demandée par les syndicats des enseignants du sous-système éducatif anglophone, avons demandé que l'on respecte les conventions qui nous lient comme peuple et que l'aspect biculturel du Cameroun, qui enrichit notre diversité, soit la denrée qui guide nos interactions les uns avec les autres, comme enfants d'une même patrie. Nous avons aussi condamné sans équivoque, d'une part, la violence perpétrée par certains groupes de jeunes gens ; et d'autre part, les actes de brutalité, la torture, les traitements inhumains et injustifiés, infligés à certains de nos jeunes, par les forces de la loi et de l'ordre. Nous demandons au gouvernement, de faire cesser ces actes barbares des forces de la loi et de l'ordre, de traduire les responsables devant les tribunaux, afin que règne la paix.

4. Malheureusement le gouvernement n'a pas pris notre appel en considération, c'est plutôt, le RDPC, parti au pouvoir, qui organisa à Bamenda, le 8 décembre 2016, la soi-disant « marche pour la paix », qui entraîna la résistance de la plupart des gens et, la réaction en suite des forces de l'ordre qui entraîna d'autres violences. La violence engendre la violence ! La violence de ce jour-là a amené les forces de l'ordre à tirer sur des jeunes, non armés : en fait, ce jeudi est devenu un jeudi noir à Bamenda ! Malgré l'appel lancé par l'Archevêque de Bamenda à démilitariser la ville de Bamenda et toutes les autres villes des régions anglophones, la présence militaire dans la zone fut au contraire renforcée, et beaucoup d'autres personnes arrêtées et déférées à Yaoundé.

5. Entre-temps, nous avons demandé par écrit, à rencontrer le Chef de l'Etat, afin de lui parler de la situation sur le terrain dans les deux régions telle que nous l'avons vue et vécue, et de lui présenter un mémorandum, écrit par nous le 22 décembre 2016, sur le problème Anglophone. Dans ce mémorandum, nous retracions les faits historiques du problème anglophone, les présentant sur cinq points, donnant instances de leur manifestation et proposant des solutions pour résoudre l'impasse sociopolitique dans laquelle les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest se trouvent. L'audience demandée n'a jamais été accordée. A ce jour, aucune réponse officielle n'a jamais été accordée au mémorandum, au contraire nous avons été accusés à tort d'être la main invisible qui soutient les activistes et qui encourage les parents à garder les écoles fermées ; la preuve, c'est que nous avons été traînés devant les tribunaux pour trahison, et pour n'avoir pas demandé aux parents de ramener les enfants à l'école et pour bien d'autres accusations similaires.

6. Le vendredi 22 septembre a été particulièrement marquant. Après des semaines de propagande et des appels par des différents groupes de personnes, dont beaucoup sont réfugiés à l'étranger, et demandant la re-institution de l'indépendance du Cameroun Occidental, une immense population d'hommes, de femmes, d'enfants, de jeunes et de vieux et même des tous-petits sont descendus dans les rues des villes et villages, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, pour une manifestation non violente, et exprimer leur volonté de s'autodéterminer. Cette marche pacifique des citoyens innocents, portant des branchages signe de paix, chantant « pas de violence ! pas de violence » et défiant les forces de l'ordre, aurait dû envoyer aux autorités, un signal, indiquant que ce n'était plus une poignée de gens, appelant de l'extérieur cette restauration. Certains membres des forces de la loi et de l'ordre lisant le signe du temps, s'abstinrent de réagir avec violence, d'autres par contre au lieu d'utiliser leur arme pour protéger la population, ont plutôt tiré à balles réelles sur des civils non armés, tuant certains, mutilant d'autres. Pendant la même période, les forces de l'ordre, ont pris en chasse les Anglophones,

même hors de la zone concernée, au point où beaucoup ne se sentent plus libres dans l'étendue du territoire national du Cameroun.

7. L'apogée fut atteinte lorsque voulant empêcher la mise en exécution du programme de la restauration par les leaders de ces groupes le 1<sup>er</sup> octobre 2017, le gouvernement a décrété un couvre-feu dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, allant du vendredi 29 septembre à minuit au lundi 2 octobre 2017, à minuit. Ceci était autorisé par un communiqué conjoint du Sénat et du Parlement, du 26 septembre 2017. Les communiqués des gouverneurs des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, interdisaient les mouvements d'un département à l'autre, les rassemblements de plus de quatre personnes, dans leurs territoires respectifs, allant du 29 septembre au 2 octobre 2017. A certains endroits comme à Buea et Mamfé, les Messes de dimanche étaient reprogrammées le samedi soir, par anticipation. Cependant, l'Archevêque de Bamenda en concertation avec le gouverneur de la région du Nord-Ouest, a écrit pour informer la communauté archidiocésaine que la restriction du gouverneur, interdisant les rassemblements de plus de quatre personnes, ne concernait pas les services religieux. La lettre de l'Archevêque, qui fut homologuée par le secrétaire général des services du gouverneur le 30 septembre 2017, rappelait les appels faits plusieurs fois avant, par lui et par d'autres évêques, demandant aux fidèles de prier pour la paix et la tranquillité, surtout dans la province ecclésiastique de Bamenda.

8. Le dimanche, 1<sup>er</sup> octobre 2017, certains croyants à cause du dispositif militaire impressionnant dans leurs rues, n'ont pas pu se rendre à l'église, ce faisant ont manqué d'exercer un de leurs droits constitutionnels, qui est celui de la liberté religieuse. Nous avons remarqué avec consternation, qu'à certains endroits, des chrétiens sortant de l'église après la célébration dominicale, ont été attaqués au gaz lacrymogène. Cette attaque commandée par qui que ce soit, a créé une grande confusion et un chaos, surtout lorsque les fidèles croient que la lettre de l'Archevêque, appelant à des prières pour la paix et la tranquillité, et qui avait été endossée par le gouverneur du Nord-Ouest, était une autorisation suffisante pour les services religieux, malgré la tension politique. Nous, les évêques de la province ecclésiastique de Bamenda, sommes attristés et embarrassés, d'apprendre que certains chrétiens furent suivis jusqu'à leurs domiciles, d'autres arrêtés, d'autres encore mutilés, et les derniers (inclus les très jeunes sans défense, et des personnes âgées) ont reçu des balles ou ont été tués, même par des hélicoptères. Ailleurs dans le monde, les forces de l'ordre sont là pour protéger les manifestants. Dans notre pays, les manifestations pacifiques, sauf peut-être celles organisées par le parti au pouvoir, sont l'occasion pour nos forces de l'ordre de montrer leur prouesse de tireurs, au sol comme dans les airs, sur des civils non armés et sans défense.

9. Avec de la honte et de l'embarras, nous avons aussi noté les félicitations accordées aux forces de l'ordre, par le ministre de la communication, pour leur professionnalisme, malgré les faits de brutalité et de barbarie, sur les populations, dont certains ont fait preuve. Soit le ministre n'était pas bien informé, ou alors, il voulait enduire la communauté nationale et internationale en erreur. Le règne du mensonge, dans notre pays, d'où qu'il vient, ne saurait aider à la construction d'une nation. Au contraire, il aide à détruire les efforts d'honnêtes citoyens, et de ceux qui ont la crainte de Dieu, ainsi que de ceux qui cherchent vraiment à être libres et responsables, pas seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour les autres et l'environnement. Il existe aujourd'hui un grand fossé de crédibilité, tout au moins dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, entre la population, celle appelant à la restauration et l'administration.

10. Nous condamnons, avec toute notre dernière énergie, l'utilisation barbare et irresponsable par les militaires des armes à feu sur des civils non armés, quand bien même ils seraient provoqués. L'injonction divine « tu ne tueras point » reste toujours valable même dans des circonstances pareilles. Nous demandons au Chef de l'Etat Camerounais, commandant en chef des forces armées,

d'arrêter de faire couler le sang, et le génocide savamment introduit dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. M. Kofi Annan, ancien secrétaire général des Nations Unies, disait « un génocide commence par la tuerie d'une personne - non pas pour ce qu'il a fait - mais pour ce qu'il est ». La déclaration du ministre de la communication, porte-parole du gouvernement, pendant sa conférence de presse, taxant certains Anglophones comme des « terroristes » est un appel subtil à ce qu'on pourrait appeler « le nettoyage ethnique » ou à un génocide, puisque tous les Camerounais Anglophones seraient désormais considérés comme terroristes, et par conséquent seraient bons à être éliminés, juste parce qu'ils sont Anglophones ! Nous devons arrêter ce génocide imminent ! Comme nation, nous devons changer notre façon de penser pour prévenir la détérioration de la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous demandons à tous les belligérants des réserves, de montrer le respect pour la vérité et pour la dignité humaine, et de s'engager à un dialogue inclusif qui va engendrer un processus de réconciliation et de cicatrisation nationale.

11. La sortie massive de la population, le vendredi 22 septembre 2017, et le dimanche 1<sup>er</sup> octobre, a comme implications, entre autres, que :

- i. Le problème anglophone, à l'heure actuelle, est un problème qui touche les cœurs de beaucoup de gens dans toutes les villes et tous les villages des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.
- ii. Ce n'est plus le seul problème « d'une poignée aigris Anglophones dans le pays et de la diaspora », comme certains ont voulu le faire croire.
- iii. Ce n'est plus le problème des avocats et des enseignants seuls, comme cela apparaissait au début l'an dernier.

12. En ce moment, le Problème Anglophone ne peut plus être pris à la légère ou, encore pire, l'ignorer. Il a besoin d'une attention urgente, afin d'éviter le génocide grandissant. Des personnes ont perdu leurs proches à cause des tueries brutales et ne savent même pas où se trouvent certaines dépouilles. Chaque individu qui est tué augmente le nombre de personnes et de familles affligées, amertume et colère, qui sont très difficile à aborder.

13. Le problème de fond est que le Gouvernement a refusé avec persistance d'adresser de façon adéquate le Problème Anglophone qui est en cours depuis longtemps ; ainsi, on a abouti à un ressentiment profond et grandissant et, à une amertume parmi la population. Les changements superficiels qui ne profitent qu'à peu de gens ne suffisent plus. Le retard accusé à résoudre de façon adéquate le problème a éloigné plusieurs citoyens de ces deux Régions du reste du pays. Les démonstrations du 22 Septembre 2017, à travers les deux Régions auraient dû ouvrir les yeux de plusieurs, y compris le Gouvernement, à la mesure du problème. Quoique les démonstrations fussent largement paisibles, il y eut quelques incidents, provoqués par chaque côté, qui ont conduits à quelques morts. Nous condamnons tous les actes de violence perpétrés par qui que ce soit.

14. Nous condamnons avec véhémence, l'intoxication et l'exploitation des masses par certains membres du groupe de restauration. Certains avaient dit aux populations de reprendre leur pays en entrant d'un pas décidé dans les bureaux gouvernementaux. Ils devaient mettre à l'arrêt n'importe quel administrateur civil, qui n'avait pas abdiqué, et l'emmener aux palais des Fons et Chefs. Ceci était irrationnel et invraisemblable. Déplorablement, le résultat d'une telle action a été torture, arrestation et meurtre de plusieurs personnes. Quelques soient les gains diplomatiques qui ont été faits au niveau international, la raison correcte et les lois internationales nous disent que ce n'est pas ainsi qu'une nation obtient son indépendance.

15. Nous dénonçons aussi la tromperie et les mensonges par les medias officiels et quelques médias privés. Le manque de reportage adéquat de la réalité sur le terrain ne fait que montrer que le

Gouvernement n'est pas prêt à aborder ce problème. C'est un fait qu'il y avait une militarisation lourde dans ces mêmes régions en prélude au 1<sup>er</sup> Octobre 2017. Ceci était suivi des menaces faites sur les medias officiels par certaines autorités du gouvernement qui disaient que quelque soit la personne qui se trouvait dans la rue pour manifester le 1<sup>er</sup> Octobre 2017, fera face à toute la force de la loi. L'armée et ses engins étaient positionnés dans les villes et villages des deux Régions. Ceci était tout simplement de l'intimidation. Des hélicoptères de l'armée survolaient aussi le territoire. Bien que le couvre-feu n'incluait pas le culte religieux, plusieurs membres du clergé et des chrétiens furent empêchés de se rendre à l'église. Dans certains cas, des chrétiens étaient arrêtés et battus. À Mbve dans le Diocèse de Kumbo, le gaz lacrymogène a été lancé sur des Chrétiens dès qu'ils ont quitté l'église. Dans le département de Momo dans l'Archidiocèse de Bamenda, le Préfet a sorti un communiqué, interdisant les cultes religieux et de ce faisant, contredisant l'ordre du Gouverneur.

16. Le Gouvernement a donné des instructions fermes à travers des communiqués des Gouverneurs et des Préfets, demandant aux personnes de rester chez elles du 29 Septembre au 2 Octobre. La majorité des personnes qui sont restées à domicile était rapidement visitées par les Forces de l'Ordre qui les intimidaient, arrêtaient certains, torturaient d'autres et d'autres encore étaient emmenés où nul ne sait. À Buea, Kumba, Mamfe, Kumbo et Bamenda, cette tendance était sévissante. À Bamessing, dans l'Archidiocèse de Bamenda, quelques jeunes gens furent arrêtés et on leur a tirés des balles dans les pieds. Il y a d'horribles photos d'actes de violence commis contre des civils innocents et non armés pendant cette période. Certaines personnes tuées furent emmenées et nul ne sait où les corps ont été transportés. Les corps des prisonniers qui furent abattus pendant leur tentative d'évasion de la Prison de Kumbo, après avoir été emmenés à l'Hôpital de Shisong, furent rapidement récupérés par les Forces de l'Ordre. Nul ne sait où se trouve ces dépouilles mortuaires à présent.

17. À ce qu'on dit, les camions chargés de personnes arrêtées ont été emmenés à Yaoundé. Ceux-ci s'ajoutent à ceux arrêtés plutôt cette année dont la libération ne cesse d'être réclamée au Gouvernement. Ceci ne fait que rendre une mauvaise situation en une situation plus dramatique encore. Les citoyens de ces deux régions ont été étiquetés comme terroristes et ils sont traités de la sorte. Il est difficile de croire que les centaines de mille d'enfants, hommes et femmes, qui sont sortis manifester paisiblement le 22 Septembre et le 1<sup>er</sup> Octobre 2017 soient tous des terroristes. Nous serons tous bientôt considérés comme des terroristes ! Les Anglophones vivant dans le Cameroun Francophone sont maintenant des cibles. L'armée est entrée de force dans certains de leurs domiciles, pour piller et arrêter des personnes. Le simple fait d'être un Anglophone ressemble à présent à un crime !

18. Le fait que les Présidents du Sénat et de l'Assemblée Nationale aient organisé un grand rassemblement au Monument de la Réunification à Yaoundé le même 1<sup>er</sup> Octobre 2017 sous prétexte de célébrer l'Unité Nationale, pendant que l'armée intimidait, torturait, procédait à des arrestations et tuait des gens dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, peut être considéré comme une moquerie à l'endroit des populations des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, qui étaient littéralement assiégées et brutalisées pour avoir osé exprimer leurs inquiétudes. Ceci est une indication que le gouvernement est insensible à leurs problème et bien-être et qu'ils ne font pas parti de leurs priorités. Les écoles ne fonctionnent pas comme elles devraient et les commerces sont mis à mal dans ces Régions. L'économie est frappée par cette crise et les choses vont probablement aller de mal en pire.

19. Il y a à peu près 25 ans exactement, le 29 Novembre 1992, le feu Archevêque de Bamenda, Monseigneur Paul Verdzev, écrivit un message aux Chrétiens condamnant la torture, qui sévissait pendant l'Etat d'Urgence imposé dans la Province du Nord-Ouest. Nous aimerons paraphraser et

rendre notre ce qu'il avait dit en ce temps, parce que cela nous est très pertinent aujourd'hui dans un contexte pareil de crise sociopolitique et de couvre-feu, imposée en ce moment dans les Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous félicitons publiquement ces officiers de polices, gendarmes et militaires, qui savent que le harcèlement, les arrestations gratuites, la destruction de maisons et des biens (voitures, motocyclettes, champs, domaine, etc.), la fouille des autres ainsi que le pillage, les incendies, la torture, la brutalité et le meurtre sont des crimes abominables et ont conséquemment refusés de prendre part ou de perpétuer des actes pareils. Torture, traitement cruel et inhumain, étaient totalement inouï au Cameroun sous la tutelle des Royaumes Unis. Il était inconcevable dans le Cameroun Occidental avant 1961 qu'un officier de police gifle qui que soit, encore moins le torturer ou le harceler. Bien qu'ils soient peu, de tels hommes et femmes en tenues sont l'honneur des Forces de l'Ordre et ils portent témoignage au fait que **« l'on ne doit jamais confondre l'erreur et le fautif...le fautif est toujours et par-dessus tout un être humain, et il doit toujours être respecté et traité conformément à cette haute dignité. » (Pacem in Terris, no. 54)**

20. À ces autorités administratives, gendarmes, officiers de police, et militaires qui malheureusement, acceptent d'infliger la torture et d'autres formes de traitements cruels, sadiques et dégradants sur des êtres humains, nous proposons respectueusement et fraternellement les points suivants pour une profonde réflexion. Premièrement, si vous êtes un croyant en Dieu, rappelez-vous que **« (...) tout ce qui est offense à la dignité de l'homme, comme les conditions de vie sous-humaines, les emprisonnements arbitraires, les déportations, l'esclavage, la prostitution, le commerce des femmes et des jeunes ; ou encore les conditions de travail dégradantes qui réduisent les travailleurs au rang de purs instruments de rapport, sans égard pour leur personnalité libre et responsable : toutes ces pratiques et d'autres analogues sont, en vérité, infâmes. Tandis qu'elles corrompent la civilisation, elles déshonorent ceux qui s'y livrent plus encore que ceux qui les subissent et insultent gravement à l'honneur du Créateur. » (Gaudium et Spes, no. 27)**. La pratique de tous ces maux fait plus de vous des bêtes sauvages que des personnes humaines. Deuxièmement, ces pratiques auxquelles vous vous abandonnez font de vous les pires éléments subversifs et déstabilisants travaillant contre l'Etat et la Nation. L'Etat du Cameroun désire être reconnu par l'opinion publique nationale et internationale comme un Etat qui existe et opère comme un état de droit. Quand vous pratiquez ces maux, vous renversez et attaquez l'autorité morale de l'Etat, vous rongez et détruisez la crédibilité de sa revendication d'être reconnu, respecté et tenu en haute estime comme un Etat qui opère selon la Loi. Chaque fois que vous forcez des personnes à se rouler et à se vautrer dans la boue pour votre « amusement », vous traînez le nom du pays et de son Gouvernement dans la boue, et faites du pays un paria parmi les nations. Troisièmement, rappelez-vous que quand vous acceptez d'infliger une douleur pareille aux autres, seulement parce que cela vous a été instruit par votre officier supérieur, vous faites de vous-même un simple robot et non une personne responsable. Rappelez-vous que vous avez une conscience personnelle qui vous dit que ces pratiques sont des maux abominables et doivent être évités. Vous le savez et c'est la raison pour laquelle vous mettez en exécution la plupart de ces pratiques dans une chambre de torture secrète, loin du regard public. Rappelez-vous aussi que, même si l'Etat ne vous puni pas pour ces crimes, la faible excuse que vous ne faisiez qu'exécuter les ordres ne vous aidera pas devant Dieu. En tant qu'être humain doté de la raison et de la liberté personnelle, Dieu vous tient responsable de toutes vos actions, ces crimes inclus.

21. Enfin, il faut que chaque membre de l'administration, des forces de l'ordre, se rappelle que la nation a librement adhéré à la convention internationale contre la torture, et d'autres punitions ou traitements cruels, inhumains et dégradants. La convention dit entre autres que « des circonstances exceptionnelles telles l'état de guerre, l'instabilité politique interne ou toute autre urgence ne sauraient être utilisées pour justifier la torture, un traitement inhumain ou dégradant ». Plus encore la convention dit « qu'un ordre donné par un supérieur ou par une autorité ne saurait être utilisé pour

justifier la torture. » Par conséquent, tous les administrateurs et les forces de l'ordre qui ont tiré avantage de la situation récente dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest en commettant ces crimes et bien d'autres similaires, se moquent de cette convention et ce faisant, apportent honte et mépris sur le nom du pays. « Traite les autres, toujours comme tu voudrais être traité par eux ; c'est le sens de la loi et des prophètes » (Mt. 7 :12)

22. Conformément au mandat de l'Église issu de son Divin Fondateur, d'aller de toutes les nations et d'enseigner (cf. Mt 7 :12), nous avons insisté sur le fait que depuis « *tous les hommes de quelque race, condition ou âge que se soit, en vertu de leur dignité en tant qu'être humain, ont un droit inaliénable à l'éducation* » (*Gravissimum Educationis, no. 1*), tous les enfants des Régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun doivent avoir l'opportunité de continuer l'éducation formelle. L'Église croit que l'école en tant qu'un lieu d'apprentissage devrait toujours rester ouvert, quelque soit les problèmes que les personnes subissent. Pour cause, apprendre est essentiel pour une meilleure maîtrise et résolution des mêmes problèmes. C'est précisément parce que la résolution peut s'étendre sur de nombreuses années que le meilleur moyen pour les enfants de prendre part à la lutte est d'être à l'école, et à étudier. Plusieurs en sont conscient, et ont envoyé leurs enfants dans d'autres régions du pays et même à l'étranger afin qu'ils continuent leurs études. Cependant, la grande majorité de personnes est incapable d'envoyer leurs enfants ailleurs, raison pour laquelle nous, les Evêques de la BAPEC, exhortons et encourageons tout le monde de se mettre au côté de toutes les écoles de nos deux régions afin que nos enfants ne soient pas délaissés par notre faute.

23. Une fois de plus nous demandons au gouvernement de libérer tous ceux qui ont été détenus, suite à cette crise. Aucun dialogue significatif ne saurait avoir lieu tant qu'ils restent en prison. Qu'un compte rendu soit fait de tous ceux qui ont perdu leur vie pendant le couvre-feu, et pendant toute la crise, et dont les corps ne sont pas encore restitués à leurs familles, que la restitution soit faite. Que les régions soient démilitarisées, que les intimidations, les menaces sous toutes ses formes faites aux individus ou groupes vivant dans l'ensemble du territoire cessent le plus tôt possible. Que l'on mette fin à toutes formes de manipulation, ou de propagande faites par médias interposés. L'église est pour un bon usage des médias et pour un journalisme responsable. Toute propagande déroutante et irresponsable, que ce soit de l'Etat, des individus ou groupe d'individus, est inacceptable. Nous condamnons en de termes assez forts, toutes formes d'intimidation, de menaces, d'arrestations dévergondées, de tortures, de tueries.

24. Nous appelons à entreprendre dès que possible un dialogue honnête et constructif avec les personnes compétentes afin de déterminer la nature et la forme de l'état. Nous devons nous abstenir de comportements et langages intoxicant qui sèment la discorde. Des paroles avilissantes, injurieuses ou dégradantes devraient être bannies. Comme St. Jacques le dit, la langue ne doit pas embraser la forêt de feu (cf. Jacques 3 :5). Nous lançons un appel à tous les chrétiens afin d'intensifier leurs prières pour un dialogue constructif et pour la paix.

25. Nous demandons à toutes nos familles, nos communautés ecclésiales de base, et nos communautés paroissiales, d'organiser les prières du rosaire en ce mois d'octobre, pour la paix au Cameroun. Nous prions pour que Notre Dame, Reine des apôtres, patronne du Cameroun, puisse intercéder pour nous et les défunts martyrs de la lutte anglophone. Prions pour un vrai changement de cœur, afin que nous puissions, comme peuple réconcilié, construire un pays où règnent la vérité, la justice, la réconciliation et la paix.

26. Nous déclarons le samedi 14 octobre 2017, journée de deuil, dans notre province ecclésiastique, qui sera marquée par des célébrations de Messes de Requiem dans toutes les paroisses, pour le repos des âmes de tous ceux qui ont été tués au cours de cette crise sociopolitique. Nous

demandons à tous de réciter la prière ci-dessous de St. François d'Assise, à chaque Messe, après la communion, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée à ce problème.

### **PRIERE POUR LA PAIX DE SAINT FRANÇOIS D'ASSISE**

*Seigneur, fais de moi un instrument de ta paix,  
Là où est la haine, que je mette l'amour.  
Là où est l'offense, que je mette le pardon.  
Là où est la discorde, que je mette l'union.  
Là où est l'erreur, que je mette la vérité.  
Là où est le doute, que je mette la foi.  
Là où est le désespoir, que je mette l'espérance.  
Là où sont les ténèbres, que je mette la lumière.  
Là où est la tristesse, que je mette la joie.*

*O Seigneur, que je ne cherche pas tant à  
être consolé qu'à consoler,  
à être compris qu'à comprendre,  
à être aimé qu'à aimer.*

*Car c'est en se donnant qu'on reçoit,  
c'est en s'oubliant qu'on se retrouve,  
c'est en pardonnant qu'on est pardonné,  
c'est en mourant qu'on ressuscite à l'éternelle vie.*

Donnée à Bamenda,  
Ce Mercredi, 04 Octobre 2017,  
Mémoire de Saint François d'Assise.

+ George Nkuo  
Evêque de Kumbo  
Président de BAPEC

+ Andrew Nkea  
Evêque de Mamfe  
Vice-Président de BAPEC

+ Cornelius Esua  
Archevêque de Bamenda

+ Immanuel Bushu  
Evêque de Buea

+ Agapitus Nfon  
Evêque de Kumba

+ Michael Bibi  
Evêque Auxiliaire de Bamenda